



# Guerre et capitalisme

Fanny Coulomb, Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

| Fanny Coulomb, Jacques Fontanel. Guerre et capitalisme. 2011. hal-02185228

**HAL Id: hal-02185228**

**<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02185228>**

Preprint submitted on 16 Jul 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Guerre et capitalisme

*Fanny Coulomb et Jacques Fontanel*

*Pré-publication*

*Version française de*

**Fanny Coulomb and Jacques Fontanel**

**Université Pierre Mendès France, Grenoble, 2011.**

**Résumé : Il existe deux conceptions opposées principales de l'évolution du capitalisme: une perspective libérale qui considère la libéralisation économique mondiale comme un facteur de paix et la théorie marxiste, qui accuse le capitalisme d'impérialisme et de crise économique. Aucun modèle de capitalisme ne peut être définitivement pacifique, avec la permanence du militarisme, le pouvoir du secteur militaire au service d'intérêts particuliers et le détournement de l'appareil d'Etat. Certains théoriciens considèrent que la guerre est nécessaire à la stabilité du capitalisme. La résistance du capitalisme aux guerres et aux crises économiques montre la capacité d'adaptation de ce système, qui n'est fondamentalement ni guerrier ni pacifique, lorsque la pénurie n'est pas généralisée. Cependant, avec la pénurie de ressources naturelles, il existe un nouvel obstacle potentiel à la paix capitaliste et au développement durable.**

**Mots clefs : Capitalisme, guerre, paix, libéralisation économique, militarisme, crise économique**

La question du lien entre guerre et capitalisme pose à la fois la question des causes de la guerre dans le capitalisme et de la nécessité de la guerre pour le capitalisme. Deux conceptions principales et opposées de l'évolution du capitalisme ont marqué l'histoire de la pensée économique<sup>1</sup>. Dans une perspective libérale, le capitalisme devrait évoluer vers un libéralisme toujours plus poussé, garant de la prospérité économique globale de tous les pays participant aux échanges internationaux. Selon le courant marxiste, le capitalisme conduit à l'impérialisme et à la crise<sup>2</sup>. Les implications en termes de relations internationales sont par conséquent opposées. Alors que le courant libéral défend la thèse de la paix durable par le libre commerce, le courant marxiste prédit des conflits internationaux majeurs à venir entre pays capitalistes, notamment par des luttes de classes internationalisées, qui finiront par entraîner une guerre mondialisée qui achèvera un système de production fondée sur l'exploitation des travailleurs.

Ces deux points de vue impliquent une analyse globale du lien entre guerre et capitalisme, qui ne permet pas toujours de préciser les déterminants de la politique extérieure des pays capitalistes. Dans un système à économie de marché, le rôle économique de l'Etat peut être

---

<sup>1</sup> Coulomb, F., Fontanel, J. (2010), War and Capitalism, in The Marketing of War in the Age of the Neo-Militarism, (Edited by K. Gouliamos and C. Kassimeris), Routledge Advances in Sociology, New York, London, 2011.

<sup>2</sup> Coulomb, F., Bellais, R. (2008), War and Peace Issues in the History of Economic Thought : Introduction, Defence and Peace Economics, Vol.19, n°5, October

plus ou moins important, ce qui a une incidence sur la politique extérieure, de même que la plus ou moins grande est l'influence de certains lobbies sur le gouvernement.

Le thème de la guerre en économie capitaliste a surtout été débattu sous l'angle des retombées économiques des conflits à plus ou moins long terme. Depuis les origines de l'analyse économique libérale, avec l'école classique, le coût de la guerre a été dénoncé<sup>3</sup>. L'un des points le plus souvent évoqué est celui du fardeau de la dette que devra supporter le pays au retour de la paix, si la guerre a été financée par l'emprunt, ce qui semble inévitable<sup>4</sup>. Au-delà de la question des dépenses publiques et de l'endettement induit, les économistes libéraux présentent les guerres comme étant coûteuses et contre-productives, du fait des pertes de capital humain, des destructions matérielles, de l'interruption des échanges commerciaux ou de l'accroissement du personnel militaire improductif. *Aujourd'hui, les travaux de J. Stiglitz et L. Bilmes<sup>5</sup> sur le véritable coût de la guerre d'Irak présentent ce conflit comme un fardeau de long terme pour l'économie américaine. L'éventuel effet de relance économique de cette guerre serait ainsi négligeable par rapport à ses effets récessifs de long terme.* Cette perspective libérale pourrait être contredite par les analyses mettant en avant l'effet de relance économique du militarisme. J.M. Keynes a lui-même présenté les dépenses militaires comme un instrument de relance économique envisageable<sup>6</sup> : les armes étant soit inemployées, soit détruites en cas de guerre, les dépenses militaires sont des dépenses improductives, qui aboutissent à une sortie définitive de facteurs de production du circuit économique. La préparation à la guerre est un stimulant provisoire de l'activité économique. Cependant, réfutant l'intérêt du « keynésianisme militaire » en termes de coûts d'opportunité, Keynes considère que d'autres dépenses publiques seraient plus utiles socialement, avec des effets économiques de plus long terme, tels les travaux publics, et des effets à court terme similaires. Keynes a d'ailleurs affirmé en 1942 que l'interdiction de dépenses militaires imposée à l'Allemagne permettrait d'accélérer son redressement économique et son essor industriel<sup>7</sup>. Selon lui, il fallait limiter cet avantage en exigeant de ce pays une participation aux opérations collectives de maintien de la paix<sup>8</sup>. Au-delà de l'analyse keynésienne, plusieurs économistes ont analysé durant l'entre-deux guerres le lien entre les guerres et les cycles longs de l'économie, à la suite des travaux de Kondratiev. Elles aboutissent à des conclusions diverses, notamment quant au sens de la causalité entre les deux phénomènes. Ces analyses demeurent très contingentes et sont surtout adaptées à l'explication de la crise des années 1930. Selon les pays et selon les périodes, les conséquences économiques de long terme des guerres peuvent donc différer.

La question des retombées économiques des guerres dans un système capitaliste a déjà été bien étudiée<sup>9</sup>. La question qui nous concerne est de savoir ce qui provoque la guerre dans le système capitaliste et si celle-ci est nécessaire au système.

Karl Marx parlait du « cosmopolitisme » de l'école libérale, lequel était, selon lui, particulièrement néfaste à l'intérêt du prolétariat en ce qu'il permettait d'étendre les débouchés sur le marché mondial, retardant ainsi l'aggravation des contradictions internes au système capitaliste. Cependant les politiques de puissance et le nationalisme économique n'ont pas cessé avec le développement du capitalisme. Le libéralisme n'a pas non plus permis d'éviter les guerres et les crises économiques majeures. Hegel présentait la violence comme une étape nécessaire dans le processus de transformation des sociétés. Les révolutions, mais aussi les guerres, sont souvent des étapes nécessaires dans ce processus d'évolution sociale, même s'il faut regretter les maux qu'elles engendrent. Cette idée trouve son prolongement

---

<sup>3</sup> Voir Coulomb F. (2004), *Economic theories of peace and war*, London, New York, Routledge. Fontanel, J., Chatterji, M. (2008), *War, peace and security*, with a Preface of Walter Isard, Emerald Group. United Kingdom.

<sup>4</sup> Sur ce point, voir par exemple Pigou A.C. (1921), *The political economy of war*, London, Macmillan.

<sup>5</sup> Stiglitz J., Bilmes L. (2008), "The three trillion dollar war", *The Times*, February 23.

<sup>6</sup> Keynes, J.M. (1939), "Will Rearmament Cure Unemployment?", *The Listener*, 1st June, in: D. Moggridge, ed., *The Collected Writings of John Maynard Keynes*, Volume 21.

<sup>7</sup> Keynes, J.M. (1942), "Inter-Departmental Committee on Reparation and Economic Security", 21 December, in: D. Moggridge, ed., *The Collected Writings of John Maynard Keynes*, Volume 26.

<sup>8</sup> Coulomb, F., Bellais, R. (2008), *The Fight of a Citizen Economist for Peace and Prosperity : Keynes and the Issues of International Security, Defence and Peace Economics*, Vol 19, n°5, October.

<sup>9</sup> Fontanel, J., Coulomb, F. (2008), *The Genesis of Economic Thought Concerning War and Peace*, , *Defence and Peace Economics*, Vol.19, n°5, October.

dans de nombreuses analyses, notamment dans le courant de l'École historique. Comme les mercantilistes à leur époque<sup>10</sup>, tous les théoriciens de l'école historique allemande défendent l'intervention de l'Etat dans la vie économique, et l'adhésion de la population à la promotion de la puissance nationale. A ce propos, ils insistent aussi souvent sur les vertus de la guerre, du point de vue de la promotion de l'intérêt national<sup>11</sup>. L'économiste allemand List va aussi théoriser l'importance du patriotisme économique et la justification des guerres dans certaines circonstances, pour renforcer la puissance nationale sur la scène mondiale.

L'analyse du lien entre guerre et capitalisme est donc très différente selon le prisme théorique utilisé. Notre étude s'attachera par conséquent à présenter et critiquer les arguments théoriques les plus identifiables au sein des différents courants, avant d'essayer de présenter quelques conclusions générales.

Nous questionnerons d'abord le postulat libéral du pacifisme du capitalisme, avant de nous interroger sur le rôle éventuel de la guerre dans la dynamique capitaliste, face à la crise économique ou à l'exacerbation de la concurrence internationale.

## **I – Le pacifisme du capitalisme, un postulat contestable**

L'idée de la « pax democratica » est aujourd'hui très populaire et peu contestée. Cependant la démocratie n'est pas un gage de pacifisme<sup>12</sup>, non plus que la diffusion du libre-échange dans le monde. Les arguments traditionnels des libéraux sur ces questions méritent d'être révisés à la lumière d'une analyse plus hétérodoxe, dont les fondements se trouvent chez les pionniers de l'institutionnalisme.

### **I.1. Aucun modèle de capitalisme ne peut être définitivement pacifique**

- *Les lacunes de la théorie de la paix par le marché*

Pour les tenants du libéralisme, la mondialisation économique née avec l'ouverture commerciale et la globalisation financière à la fin des années 1970 entraîne des possibilités de croissance illimitées et sans précédent pour l'économie internationale. L'intervention économique minimale de l'Etat garantit une prospérité durable, le libre-échange requérant et favorisant la paix, sans pour autant empêcher l'accroissement de la puissance nationale relative par rapport aux autres pays, par le jeu de la compétition économique internationale<sup>13</sup>. De telles idées nées au XVIIIème siècle avec les débuts de l'industrialisation sont toujours d'actualité. L'idée kantienne selon laquelle l'humanité progresse inéluctablement vers une pacification des relations internationales a été reprise après la fin de la guerre froide par F. Fukuyama<sup>14</sup> dans sa théorie de la fin de l'histoire. Observant les bouleversements politiques de la fin des années 1980 et la diffusion de la démocratie et du libéralisme, celui-ci estimait ainsi qu'à l'avenir les guerres seraient de moins en moins probables. En outre, des modélisations contemporaines ont permis de prolonger la tradition libérale liant le développement des échanges commerciaux et la paix entre les peuples. Des modèles ont été élaborés afin de prouver ce lien, comme par exemple celui d'Oneal et Russett<sup>15</sup>.

Une nouvelle orthodoxie s'est même développée autour de l'interprétation des guerres comme résultant de l'existence d'une civilisation anti-capitaliste. La solution au conflit est présumée être la globalisation néolibérale<sup>16</sup>. La théorie de la paix démocratique présente les

---

<sup>10</sup> Fontanel, J., Hebert J-P., Samson, I. (2008), *The Birth of the Political Economy or th Economy in the Heart of Politics : Mercantilism, Defence and Peace Economics*, Vol.19, n°5, October.

<sup>11</sup> Edmund Silberner (1957), *La guerre et la paix dans les doctrines économiques*, Ed. Sirey, Paris. p 139-143 et p 150

<sup>12</sup> Richard, T. (2010), *Démocratie, économie de marché et paix*, in Fontanel, J. (Ed.), *Economie politique de la sécurité internationale*, L'Harmattan, La Librairie des Universités, Paris.

<sup>13</sup> Ces idées se retrouvent notamment chez le fondateur de l'école classique, Adam Smith. Voir Coulomb F. (1998), "Adam Smith, a defence economist", *Defence and Peace Economics*, 9 (3), pp. 299-316.

<sup>14</sup> Fukuyama F. (1993), *The end of history and the last man*, Penguin, London.

<sup>15</sup> Oneal J.R., Russett B.M. (1997), "The Classical liberals were right : democracy, interdependence and conflict", 1950-1985, *International Studies Quarterly*, 41, pp. 267-294. Dans une perspective connexe, l'argument selon lequel la globalisation économique réduit la probabilité de guerres civiles a été étayé par un article récent : Barbieri K., Reuveny R. (2005), "Economic globalization and civil war", *The Journal of Politics*, 67 (4), November, pp.1228-1247.

<sup>16</sup> Cf; Coulomb, F., Dunne, P. (2008.), *Peace, War and in ternational security: Economic Theories*, in Fontanel, J., Chatterji, M., *War, peace and security, with a Preface of Walter Isard*, Emerald Group. United Kingdom.

organisations multilatérales comme essentielles pour contenir et infléchir les systèmes non-capitalistes, considérés comme empêchant le développement. L'une des variantes de cette théorie est l'idée de la diffusion de la démocratie par un effet de contagion, le processus étant initié par l'action d'une puissance américaine hégémonique. Ce type d'analyse présente la puissance militaire américaine comme servant la diffusion du modèle démocratique (y compris par l'intervention directe dans le pays concerné) et la protection des démocraties existantes<sup>17</sup>. Elle ne suit donc pas la tradition anti-militariste de l'orthodoxie libérale. Cette analyse a été appuyée par la mise en place de modèles issus de l'économie géographique, qui utilisent les mesures de distance spatiale et de « clustering » pour expliquer que la propension d'un pays à la démocratisation augmentera avec la diffusion de la démocratie dans les pays voisins ainsi que par la pression des organisations internationales (qui envoient des « signaux » encourageants aux opposants des systèmes autocratiques, favorisant la démocratie : les sanctions internationales sont notamment justifiées ainsi). Des modèles sont ainsi construits pour montrer l'influence de l'environnement international sur le processus de démocratisation d'un pays.

Cependant l'idée de la « pax democratica », selon laquelle les systèmes démocratiques sont intrinsèquement pacifiques et ne se font pas la guerre entre eux, reste encore à confirmer par l'expérience historique. La guerre froide a entraîné des liens d'interdépendance stratégique entre les démocraties occidentales, qui ont détruit toute possibilité de conflit entre elles. Par ailleurs de nombreuses organisations internationales ont été mises en place pour limiter les tensions internationales liées aux problèmes économiques : GATT/ OMC, FMI, accords régionaux. Mais nous pouvons rappeler l'exemple traditionnellement cité contre l'idée de la paix par le libre commerce : celui de la première guerre mondiale, qui survint en dépit d'un processus de mondialisation économique engagé depuis la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, qui multipliait les interdépendances commerciales et financières entre les pays, métropoles mais aussi colonies<sup>18</sup>.

- *La persistance du militarisme*

L'idée du pacifisme intrinsèque des démocraties est également contestable, comme l'a montré récemment la « popularité » de la guerre du Golfe ou de la guerre d'Afghanistan dans les opinions publiques occidentales. L'analyse de T. Veblen, à mi-chemin entre l'économie et la sociologie, mérite d'être rappelée sur ce point. Dans une publication de 1915<sup>19</sup>, Veblen soulignait la tendance des sociétés capitalistes *modernes*, de type anglo-saxon, à devenir de plus en plus pacifiques, du fait de la prédominance au sein de ces sociétés des *intérêts commerciaux* sur les *intérêts dynastiques*. En revanche, les sociétés dynastiques (comme au Japon et en Allemagne) restent marquées par des habitudes mentales spécifiques héritées de l'époque féodale, dans laquelle les conflits militaires et les politiques mercantilistes constituent des caractéristiques essentielles à la survie de ces systèmes. A long terme, le modèle dynastique de société devait normalement être appelé ~~normalement~~<sup>20</sup> à disparaître et à être remplacé par celui des sociétés modernes. Cependant, même dans les sociétés « modernes », les tendances bellicistes enfouies dans l'inconscient collectif sont susceptibles de resurgir à tout moment, poussant au pouvoir des dirigeants favorables à la guerre. Le pacifisme du capitalisme anglo-saxon n'était donc pas considéré comme définitif par Veblen, qui s'inquiétait des possibilités restées non négligeables d'un conflit mondial.

Cette analyse est importante en ce qu'elle rappelle que la rationalité économique n'est pas toujours déterminante dans la décision d'entrer ou non en guerre. Les aspects socio-culturels des sociétés sont à prendre en compte. Cependant la typologie de Veblen ne permet pas forcément d'expliquer l'importance historique du secteur militaire aux Etats-Unis, dont les dépenses militaires représentent aujourd'hui près de la moitié du total mondial. J.K. Galbraith<sup>21</sup> a expliqué que la place centrale du secteur militaire aux Etats-Unis remontait aux

---

<sup>17</sup> Voir par exemple Gleditsch C.S., Ward M.D. (2006), « Diffusion and the International Context of Democratization », *International Organization* 60, Fall, 911-933.

<sup>18</sup> Fontanel, J. (2005), *La globalisation en analyse. Géoeconomie et stratégie des acteurs*, L'Harmattan, Paris.

<sup>19</sup> Veblen T. (1964 [1915]), *Imperial Germany and the industrial revolution*, Augustus M. Kelley, New York.

<sup>20</sup> Cependant, l'analyse de Veblen n'est pas déterministe.

<sup>21</sup> Galbraith, J.K. (1989 [1987]), *L'économie en perspective, une histoire critique*, Le Seuil, Paris, p. 49. (Titre original : *A history of economics*, Hamish Hamilton, London, 1987). See also Galbraith, J.K. (1993), *Le pouvoir*

origines de l'Etat américain mis en place par les marchands, lesquels appliquaient une politique mercantiliste sur les marchés extérieurs (suivant les règles définies par Hamilton), en dépit de leur attachement à la philosophie libérale de Jefferson. Le développement du secteur militaire leur a aussi servi pour maintenir leur pouvoir économique et politique sur la scène interne. Le militarisme serait ainsi presque autant inscrit dans les racines culturelles du pays qu'il ne l'a été au Japon ou en Allemagne. Le fameux rapport sur l'utilité des guerres, commandité par le Président Johnson, reste encore dans la mémoire collective mondiale<sup>22</sup>.

Il nous semble ainsi impossible de conclure au pacifisme ou au bellicisme intrinsèque des différents modèles de capitalisme, d'autant qu'ils sont soumis à des influences mutuelles. Ainsi les Etats-Unis ont-ils entrepris après la guerre une offensive « géoéconomique » sur les marchés mondiaux, en empruntant beaucoup au modèle japonais, notamment en matière d'intelligence économique. Les pouvoirs publics américains n'hésitent pas à intervenir pour renforcer la puissance nationale sur les marchés mondiaux, notamment par l'extension du *soft power*<sup>23</sup> mais aussi par le soutien aux firmes nationales, grâce au protectionnisme ou aux subventions.

## **I.2. Le militarisme et la guerre comme résultats d'un détournement de l'appareil étatique**

- *La guerre au service d'intérêts particuliers*

Le XIX<sup>e</sup> siècle fut celui de l'industrialisation et de la science triomphante, celle-ci étant présentée comme une solution à tous les problèmes fondamentaux de l'humanité. Le positivisme d'A. Comte s'appuie sur la croyance en l'existence de lois scientifiques régissant tout l'univers, déductibles d'après l'observation empirique. Certains économistes en viennent de même à considérer que la connaissance des vraies lois économiques permettra à l'humanité de s'établir dans une paix définitive. J.B. Say pensait ainsi que les économistes avaient un rôle fondamental à jouer, en dégagant au fur et à mesure des avancées de leur science les vraies lois qui gouvernent l'économie et en éclairant l'opinion publique sur ses véritables intérêts, à savoir la généralisation du libre-échange et la fin du militarisme. La « loi de Say » permettrait d'éclairer les gouvernements mais aussi et surtout les opinions publiques nationales sur l'intérêt de la paix libérale<sup>24</sup>. Il souligne le fait que, si l'opinion publique ne les soutenait pas, jamais les gouvernements ne pourraient s'engager dans les aventures militaires. Il est donc nécessaire pour le bon fonctionnement de la société qu'elle soit dotée d'un système politique représentatif, permettant de diffuser la volonté populaire.

La question de la représentativité du système politique est restée centrale dans le débat sur le militarisme et les guerres des pays capitalistes. L'idée du pacifisme intrinsèque des opinions publiques dans les pays capitalistes avancés reste aujourd'hui répandue. Mais comme l'avait montré Veblen, ce pacifisme n'est pas sans limites et les opinions publiques se laissent facilement gagner par le parti de la guerre<sup>25</sup>.

Plus subtile que l'analyse de Say sur cette question a été celle d'Adam Smith, dont Say était pourtant le disciple direct. Smith avait déjà évoqué la possibilité que le bellicisme d'un Etat perdure du fait d'un détournement de l'appareil étatique au profit d'intérêts particuliers : l'Etat est poussé à faire la guerre par la pression de certaines classes ou intérêts particuliers, notamment ceux des commerçants. Les politiques de conquêtes coloniales furent décidées à leur propre bénéfice, avec l'organisation du système exclusif. Les guerres peuvent aussi servir l'intérêt immédiat des marchands, parce que ceux-ci s'engageront dans des entreprises hasardeuses, qui sont profitables dans le court terme.<sup>26</sup> Smith était à la fois contre le système

---

économique autonome, une vue économique, in Fontanel, J., *Economistes de la paix*, Presses Universitaires de Grenoble. ECO+, Grenoble.

<sup>22</sup> Galbraith, J.K. (Préface, 1984), *La paix indésirable ? Rapport sur l'utilité des guerres*, Calmann Levy, Paris.

<sup>23</sup> Coulomb, F., Fontanel, J. (2006), *Mondialisation, guerre économique et souveraineté nationale*, in P. Berthaud & G. Kebabdjian, *La question politique en économie internationale*, Collection Recherche, La Découverte. Paris.

<sup>24</sup> La classe moyenne est particulièrement apte à recevoir les « lumières » de l'économie politique, plus que les dirigeants politiques (qui succombent à « l'enivrement de la grandeur ») ou que le peuple (soumis aux « travaux forcés de l'indigence »). (SAY J.B. (1803), *Traité d'économie politique*, op.cit., p. 40.)

<sup>25</sup> Coulomb, F., Hartley, K., Intriligator, M. (2008), *Pacifism in Economic Analysis : A Historical Perspective*, *Defence and Peace Economics*, Vol 19, n°5, October.

<sup>26</sup> Ibid., Livre IV, Chapitre 1, op.cit., Volume II.

commercial colonial particulier établi par la Grande-Bretagne et contre le privilège protectionniste des propriétaires fonciers. Il rejetait aussi l'esclavage. Il proposait le contrôle de la bellicosité de l'Etat par les méthodes de financement de la guerre. Si les expéditions militaires n'étaient plus financées par l'emprunt mais par un impôt direct, leur soutien auprès de la population serait affaibli.<sup>27</sup>

- *La puissance du secteur militaire dans le système capitaliste*

Cependant le diagnostic peut être plus radical, si l'on prend en compte le fait que les groupes ayant intérêt à la guerre peuvent manipuler l'opinion publique pour la faire adhérer à une politique extérieure agressive, pourtant néfaste à l'intérêt général. On peut même envisager la possibilité d'une manipulation des opinions publiques par des dirigeants ayant intérêt au maintien de budgets de défense élevés, voire même à la guerre. Cette question est d'ailleurs toujours très présente dans les débats contemporains, en témoignent par exemple ceux nés lors du déclenchement de la guerre d'Irak. A ce niveau, l'intérêt de l'analyse historico-sociologique de Veblen est notamment de montrer que c'est le politique qui au final oriente l'opinion publique, laquelle peut être poussée vers la guerre par des discours réveillant ses instincts belligères. Or, certains dirigeants peuvent avoir un intérêt à la guerre, même dans un régime démocratique. Un autre économiste de la période, John Hobson, a violemment critiqué les politiques impérialistes de son temps, en expliquant que le patriotisme était édifié en nouvelle religion et que l'opinion publique était à ce sujet abusée par des industriels sans scrupules<sup>28</sup>.

La critique de la manipulation du peuple par le régime parlementaire, notamment sur les questions militaires, fut aussi importante chez Vilfredo Pareto, qui parle à ce propos d'une véritable spoliation du peuple par les classes dirigeantes. Les dépenses militaires sont l'un des vecteurs principaux de cette spoliation, en ce qu'elles entraînent une hausse de la dette nationale et des impôts<sup>29</sup>. Les entreprises militaires sont abusivement menées au nom de l'intérêt national, mais la majorité des contribuables n'en tire aucun bénéfice. Pareto dégage deux grands types de déterminants dépenses militaires<sup>30</sup> : la mégalomanie des classes dirigeantes et le besoin pour le gouvernement de la menace extérieure pour assurer la cohésion de la société et détourner l'attention du peuple des malversations de la classe au pouvoir. Cette idée a d'ailleurs été reprise par les experts américains sur l'utilité des guerres. Il y a ainsi une entraide des militaires et des membres du gouvernement, pour obtenir, l'un le maintien au pouvoir, l'autre plus d'avantages particuliers. Pour cet économiste, le remède au militarisme est la diminution de l'intervention de l'Etat dans l'économie, l'étatisme croissant ayant été selon lui la cause principale de la persistance des guerres, alors qu'elles ne sont plus économiquement rentable.

Cette analyse préfigure le concept de complexe militaro-industriel utilisé par le Président Eisenhower en 1961, dont l'étude a notamment été approfondie par J.K. Galbraith. Selon ce dernier, de même que le marketing et la publicité modèlent les besoins du consommateur de façon à servir les objectifs et les intérêts financiers des industriels<sup>31</sup>, la population n'a aucun contrôle démocratique sur les décisions en matière militaire. La menace extérieure est exagérée et utilisée pour renforcer le pouvoir de l'establishment militaire<sup>32</sup>. Les liens entre les membres du Congrès et les firmes de l'armement sont étroits, par l'intermédiaire du financement des campagnes électorales et de l'emploi local<sup>33</sup>. Le militarisme et la guerre résultent ainsi d'un dysfonctionnement de la démocratie américaine.

---

<sup>27</sup> Adam Smith (1776), op.cit., Livre V, Chapitre 3, Volume II, op.cit., p. 566.)

<sup>28</sup> John Hobson (...) Voir l'article Hobson, Veblen (à compléter)

<sup>29</sup> Vilfredo Pareto (1897), *Cours d'économie politique*, Tome II, op.cit., pp. 386-387.

<sup>30</sup> Vilfredo Pareto (1898), *L'Etat actuel de l'Italie*, dans *Libre-échangeisme, protectionnisme et socialisme*, op.cit., pp. 277-295.

<sup>31</sup> Ibid., p. 132

<sup>32</sup> Galbraith J.K. (1974 [1973]), op.cit., p 179. Galbraith explique que les décisions en matière de production d'armement sont prises par les firmes productrices et le service des Armées, et que le Président qui ratifie les mesures est prisonnier de la bureaucratie militaire, laquelle est relayée au Congrès par les Commissions des Forces armées.

<sup>33</sup> Galbraith (1974 [1973]), op.cit., p. 193.

Le complexe militaro-industriel peut être considéré comme toujours très puissant aux Etats-Unis, première puissance mondiale et « temple » du capitalisme. Il est ainsi intéressant de comprendre que les opérations de restructuration de la base industrielle de défense américaine ne correspondaient pas aux attentes originelles des dirigeants politiques américains. Alors que l'objectif visé au départ par l'administration semblait davantage celui de l'élargissement de cette base industrielle, avec l'intégration de nouvelles entités et la diversification vers des productions duales, c'est au contraire un renforcement des firmes d'armement « pures » qui s'est produit, par l'intermédiaire du processus de concentration.

Ces réflexions font douter du fait que la diffusion du capitalisme dans le monde puisse garantir la paix internationale, même dans le cas d'une large diffusion du système politique démocratique et des politiques économiques libérales. Les pressions en faveur du militarisme, dans le cadre d'une persistance de l'interventionnisme étatique, garant de dépenses publiques élevées, restent difficilement contrôlables.

L'expérience historique montre qu'il est impossible de se prononcer définitivement quant au pacifisme ou au bellicisme intrinsèque du capitalisme. Le type de politique menée par le gouvernement influe en effet directement sur les contentieux internationaux et donc sur le risque de guerre.

Le capitalisme ne garantit donc pas la paix ni la guerre, c'est le système politique qui est déterminant à ce niveau, en ce qu'il va faire émerger des dirigeants qui seront plus ou moins aisément proches du parti de la guerre.

## **II – La guerre dans la dynamique capitaliste, danger et/ou nécessité ?**

Dans une perspective marxiste ou keynésienne, le capitalisme est pacifique tant qu'il n'y a pas de problèmes économiques majeurs. Mais en cas de crise économique importante, la situation peut rapidement dégénérer en conflit international. Pour Keynes, cela s'explique par le risque de dictature ; pour les marxistes, par la volonté de la bourgeoisie de sauvegarder ses intérêts sur le marché mondial. Cependant l'histoire a montré que l'action des Etats et des organisations internationales influait sur l'évolution des relations internationales, limitant la possibilité d'analyses trop déterministes. Mais la question de savoir si le capitalisme crée les conditions de la crise et donc de la guerre demeure essentielle. Elle se pose aujourd'hui avec une nouvelle acuité, alors que les pénuries de ressources naturelles semblent aggraver les risques de tensions internationales futures.

### **II.1. Le rôle potentiel de la guerre dans la longévité du système capitaliste**

- *Les limites de l'idée de la guerre comme fossoyeur du capitalisme*

Une analyse majeure du lien entre guerre et capitalisme a été fournie par le courant marxiste. Le conflit international est analysé par celui-ci comme une conséquence de la lutte des classes. Dans le mode de production capitaliste, les contradictions internes liées à la surproduction et à la baisse tendancielle du taux de profit sont provisoirement résolues par l'ouverture de nouveaux débouchés hors du territoire national, par le développement commercial ou colonial. Les analyses russes pré-révolutionnaires, telles celles de Lénine<sup>34</sup>, expliqueront que les pays capitalistes parvenus au stade de l'impérialisme ne pourront qu'entrer en conflit à terme, du fait de la lutte pour les débouchés extérieurs. Les guerres correspondent à des tentatives de repartage des marchés extérieurs entre les différentes puissances impérialistes, dans un contexte d'une modification de la hiérarchie économique internationale, due à l'inégalité dans les rythmes de croissance économique nationaux. L'enjeu est l'accès à de nouveaux marchés pour les marchandises, mais aussi à des sphères protégées d'investissement en capital, ainsi qu'à de nouvelles sources de matières premières. L'instabilité internationale résultera donc plus du fait des nouvelles puissances économiques capitalistes que des anciennes puissances coloniales. L'affrontement armé entre les grandes puissances impérialistes est inéluctable à terme et il marquera le début de la révolution sociale.

---

<sup>34</sup> Vladimir O. Lénine (1916), *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Editions Sociales, Paris, 1971.



Cette idée d'une guerre inter-impérialiste majeure comme entraînant la fin du capitalisme dans le monde peut cependant être contestée à plusieurs niveaux. Le constat le plus évident, celui de la survie du capitalisme à la grande crise des années 1930 et à deux guerres mondiales majeures, peut suggérer que le capitalisme dispose d'une capacité de résistance inattendue. La place des guerres dans les cycles économiques rythmant le capitalisme est une question qui a d'ailleurs été largement débattue. Ainsi, Kondratiev<sup>35</sup> a présenté les guerres comme résultant de périodes d'expansion économique des pays capitalistes avancés, lesquelles engendrent une demande accrue de matières premières et la recherche de nouveaux marchés pour écouler les produits, avec une augmentation des tensions internationales. Sur le plan national, cette croissance économique exacerbe également les contradictions économiques internes au système capitaliste, créant les conditions de l'instabilité politique. Mais cette théorie des cycles longs, qui montrait que le capitalisme avait toujours surmonté les crises économiques majeures, allait à l'encontre du dogme léniniste, ce qui entraîna la condamnation de son auteur<sup>36</sup>.

Un autre argument contrant l'idée de la guerre inter-impérialiste comme marquant la fin du système capitaliste est celui d'une entente possible entre les grands intérêts capitalistes, limitant les velléités de conflit. Cette idée est aussi ancienne que le concept de capital financier exposé par R. Hilferding en 1910, lequel décrit la puissance croissante des grandes entreprises et des investissements à l'étranger, accompagnée d'un renforcement du rôle de l'Etat et du militarisme, notamment pour sécuriser l'approvisionnement en matières premières et étendre les sphères d'influence dans les zones non développées, par la politique coloniale. Malgré la militarisation croissante du capitalisme, Hilferding considère que les guerres pourraient être évitées, grâce à la résistance du prolétariat et de la classe capitaliste moyenne<sup>37</sup>. En outre, à plus long terme, le développement de la taille des entreprises et l'internationalisation de leurs activités conduira à une entente entre les intérêts capitalistes les plus puissants, par-delà les frontières nationales<sup>38</sup>. Cette idée fut reprise par Kautsky, dans sa théorie de l'« ultra-impérialisme ». Selon cette théorie, le processus d'exportation du capital peut constituer un facteur de stabilisation du capitalisme, dans le cas où les puissances impérialistes s'entendent entre elles, formant une sorte de grand « trust » mondial, avec une exploitation du monde organisée par le « capital financier uni à l'échelle internationale »<sup>39</sup>. Lénine a contesté avec beaucoup de virulence cette conception de l'ultra-impérialisme de Kautsky, qualifiant celui-ci d' *ex-marxiste*.<sup>40</sup>

Ce pronostic d'une entente entre grandes puissances, en dépit de leur volonté de sécurisation des approvisionnements en matières premières, d'extension de leurs marchés extérieurs et d'influence sur les normes internationales, semble s'être vérifiée après la seconde guerre mondiale. La multiplication des institutions internationales, telles que le FMI, L'OMC ou les accords régionaux, limite les possibilités de conflits ouverts entre puissances capitalistes, sans empêcher les conflits périphériques pour étendre les zones d'influence<sup>41</sup>.

- *La guerre nécessaire à la stabilité du capitalisme ?*

La théorie marxiste de la sous-consommation a été l'un des angles privilégiés d'analyse du militarisme, notamment celui des Etats-Unis, après la seconde guerre mondiale. Pour P. Baran et P. Sweezy (1966)<sup>42</sup>, les dépenses militaires servent à absorber le surplus économique que le

---

<sup>35</sup> Kondratiev N.D. (1935), op.cit.

<sup>36</sup> Kondratiev fut déporté au Goulag puis fusillé en 1938.  
(R. Hilferding (1910), op.cit., p. 491.)

<sup>38</sup> (R. Hilferding (1910), op.cit., pp. 423-424)

<sup>39</sup> Karl Kautsky (1915), *Die Neue Zeit*, 30 avril 1915, p. 144 (Cette citation figure dans l'ouvrage de Vladimir O. Lénine (1916), *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Editions Sociales, Paris, 1971, p. 166)

K. Kautsky (1910), *Et maintenant?*, *Neue Zeit*, 28e année, 2e volume, article reproduit dans Kautsky, Luxemburg, Pannekoek, *Socialisme, la voie occidentale*, recueil édité par Henri Weber, Presses Universitaires de France, Paris, 1983, p. 74

<sup>40</sup> Vladimir O. Lénine (1916), *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Editions Sociales, Paris, 1971 p. 166

<sup>41</sup> Fontanel, J. (2010), *Economie politique de la sécurité internationale*, La Librairie des Humanités, L'Harmattan. Paris.

<sup>42</sup> Paul Baran et Paul Sweezy (1966), *Le capitalisme monopoliste*, Maspéro, Paris, 1968.

capitalisme monopoliste secrète ; la course aux armements est alors conforme à la logique du capitalisme qui cherche, par les dépenses improductives, à maintenir un rapport constant entre la production et la demande solvable. Le surplus peut être absorbé par la consommation des capitalistes, par le gaspillage, par les dépenses gouvernementales civiles, mais les dépenses militaires sont plus efficaces dans ce rôle ; en effet, elles sont conformes au capitalisme en ne redistribuant pas de revenus à ceux dont la productivité est faible, tout en stimulant les valeurs collectives. Le désarmement n'est pas compatible avec le capitalisme qui développe constamment des tensions internationales s'exprimant notamment dans les conflits armés ou l'accroissement du gaspillage que constituent les dépenses d'armement<sup>43</sup>.

Cette perspective marxiste du militarisme comme facteur de stabilisation du système capitaliste a connu un large écho et a suscité d'intenses débats au sein du courant marxiste, certains théoriciens contestant cette analyse du militarisme par la théorie de la sous-consommation sur l'idée que l'élévation de la composition organique du capital dans la production militaire faisait de celle-ci un facteur d'accélération de la baisse du taux de profit dans l'économie.

Au-delà de ce débat marxiste, d'autres arguments plus simples peuvent nourrir l'analyse des retombées du militarisme sur la survie à long terme du système capitaliste. Si le grand analyse des cycles économiques, J.A. Schumpeter, a catégoriquement rejeté l'idée de retombées économiques significatives du militarisme ou des guerres, notamment dans l'apparition d'innovations majeures, d'autres analyses plus récentes ont en revanche mis en évidence l'importance du secteur militaire dans l'apparition de nouvelles technologies. Selon Schumpeter, les actions politiques, les guerres, les conquêtes territoriales et les conflits pour les matières premières n'ont que peu d'impact sur l'évolution économique : seuls les progrès techniques sont vraiment déterminants. Le succès du capitalisme est dû à l'action des entrepreneurs et au rôle de l'innovation, et non à l'intervention de l'Etat. A l'opposé du point de vue schumpeterien, existe la thèse selon laquelle le secteur militaire peut être davantage susceptible que le secteur privé de faire apparaître des innovations majeures, du fait du caractère trop diffus des gains induits pour les firmes conduisant la recherche, ainsi que de la lenteur d'émergence de l'innovation, qui dure souvent plusieurs décennies. La hausse des commandes militaires lors d'une guerre permet d'accélérer l'atteinte de la maturité technologique, nécessaire pour que l'innovation conduise à des gains de productivité<sup>44</sup>.

Cet argument pose la question de l'impact à long terme de la baisse de l'effort de défense au niveau mondial et de la privatisation croissante de la recherche-développement militaire. Aujourd'hui une grande partie de la production destinée au secteur militaire s'appuie sur des technologies duales, de plus en plus de produits utilisés par les armées étant aussi commercialisés pour des usages civils. Il existe désormais une interaction entre recherche militaire et recherche civile, notamment par l'affaiblissement des arsenaux publics et l'essor des entreprises privées aux productions civiles et militaires. Les crédits colossaux accordés à la recherche-développement militaire aux Etats-Unis ont ainsi pu être interprétés comme une aide apportée au secteur privé pour développer les technologies de pointe, dans le secteur des télécommunications et des microtechnologies. Le secteur militaire échappant aux règles de l'OMC, les crédits publics alloués aux projets militaires sont utilisés par les Américains comme des outils de soutien à leurs industries.

En conclusion, il apparaît que la guerre n'est pas forcément un risque pour la survie du capitalisme: d'abord, l'histoire a montré que le capitalisme a surmonté plusieurs guerres majeures sans disparaître, alors même qu'il n'existait pas autant de garde-fous qu'aujourd'hui à la survenue d'un conflit entre grandes puissances. Par ailleurs, certains arguments peuvent être invoqués pour supposer que les dépenses militaires ont un effet économique stabilisateur, voire régénérateur, dans la dynamique capitaliste<sup>45</sup>.

---

<sup>43</sup> Fontanel, J. (1995), *Les dépenses militaires et le désarmement*, Publisud, Paris.

<sup>44</sup> Ruttan V.W. (2006), *Is war necessary for economic growth? Military procurement and technology development*, New York, Oxford University Press.

<sup>45</sup> Fontanel, J. (1984), *L'économie des armes*, La Découverte, Paris.

## II.2. Blocages de la croissance économique et risques de guerre : le capitalisme en question

- *La guerre comme signe d'un épuisement du modèle économique ?*

Le poids du secteur militaire dans le monde capitaliste reste très élevé aujourd'hui. La question peut être posée de savoir si une diminution forte de l'intervention de l'Etat, de la fiscalité et donc des dépenses publiques, c'est-à-dire plus de libéralisme, garantirait une diminution des incitations à la guerre en diminuant le pouvoir économique du secteur militaire, et notamment son rôle dans l'emploi et les technologies. L'avenir du capitalisme est une question qui a largement inquiété ses défenseurs lors des grandes crises passées, et notamment dans l'entre-deux guerres. J.A. Schumpeter était ainsi pessimiste car selon lui, le désintérêt de la bourgeoisie pour la politique extérieure et la montée en puissance de l'Etat vont progressivement faire perdre l'esprit du capitalisme et diminuer l'adhésion de la population au régime démocratique, ouvrant la voie à une prise de pouvoir par des dirigeants militaires charismatiques. Mais le scénario le plus probable est celui d'une transformation progressive du capitalisme vers le socialisme, du fait de l'interventionnisme croissant de l'Etat. Or, les guerres sont des périodes favorisant cette montée en puissance de l'Etat dans l'économie, avec des effets de cliquet qui font qu'au retour de la paix, l'Etat ne se désengage jamais totalement. Dans l'analyse schumpeterienne, les guerres peuvent ainsi être la conséquence mais aussi la cause de la disparition de l'esprit du capitalisme dans les pays industrialisés.

A l'opposé de cette perspective se trouvent les défenseurs de l'interventionnisme, qui estiment que le capitalisme ne peut survivre qu'en limitant les dérives du marché par des politiques sociales et des régulations, qui évitent une crise économique majeure susceptible de remettre en cause les fondements même du système. Ainsi, J.M. Keynes a préconisé sa réforme, avec le développement de l'interventionnisme pour surmonter la grande crise des années 1930. Il réfute l'idée selon laquelle le libéralisme économique est synonyme de paix internationale, et il s'en sert pour justifier notamment certaines formes de protectionnisme. S'il reconnaît que l'internationalisme économique a pu œuvrer effectivement en faveur d'un plus grand enrichissement du monde, à la diffusion du progrès économique, et à la poursuite d'une politique économique extérieure cohérente avec les intérêts économiques nationaux au cours du XIX<sup>ème</sup> siècle<sup>46</sup>, il estime aussi que le modèle libéral n'est plus adapté au monde contemporain<sup>47</sup>. On doit éprouver d'autant moins de regret à l'abandonner que l'idée selon laquelle ce système garantit la paix internationale est fautive. Il accuse la recherche de maximisation de la spécialisation internationale et de diffusion géographique du capital d'être responsable d'attitudes nationales agressives pour protéger les intérêts particuliers des pays, afin de capturer de nouveaux marchés et de faire progresser l'impérialisme économique. Keynes est réservé sur l'utilité de la pénétration des structures économiques nationales par le capitalisme étranger et sur l'intérêt de la dépendance étroite de la vie économique nationale aux politiques économiques fluctuantes des pays étrangers. Il s'élève contre certaines conséquences du libéralisme économique de son époque, comme la fuite des capitaux vers l'étranger (notamment lorsque le rapport entre l'efficacité marginale du capital et les taux d'intérêt est plus avantageux à l'extérieur) qui empêche la mise en place d'une politique économique nationale adaptée, et le divorce entre la propriété réelle et le management de l'entreprise. Ainsi, il ne souhaite pas le développement de relations d'interdépendance économique trop poussées entre les nations<sup>48</sup>. Keynes propose ainsi une rupture radicale avec le modèle orthodoxe.

---

<sup>46</sup> The New Statesman and Nation, 8/15 July 1933, Volume 21 p 237.

<sup>47</sup> Keynes reconnaît avoir, sur ce point, comme beaucoup d'autres économistes d'ailleurs, note-t-il, changé d'avis. Il considère qu'il est nécessaire de changer les valeurs et analyses qui datent du XIX<sup>ème</sup> siècle. (Ibid. p 233.) L'argument qu'il emploie est que la division internationale du travail, si elle a pu être un temps justifiée du fait de l'importance pour la production mondiale des différences de climats et de ressources entre les différents pays du monde, n'est aujourd'hui plus nécessaire, puisque les moyens de production ont évolué, de même que les besoins, et que désormais tous les pays peuvent potentiellement fabriquer tous les produits manufacturés, et produire pratiquement tous les produits agricoles. (op. cit. p 238).

<sup>48</sup> op. cit. p 233.

Dans le cadre de la mondialisation contemporaine, l'idée a resurgi d'un épuisement du système capitaliste mondial et d'une nécessité de sa réforme. Aux Etats-Unis, l'accroissement des déficits jumeaux imposera peut-être à terme une remise en cause radicale du modèle économique national. Celui-ci a été, depuis l'abandon des changes fixes et la libéralisation financière des années 1980, caractérisé par le crédit facile et le surendettement des ménages, nourrissant des crises financières dont celle de 2007-2008 a été particulièrement grave. Cette situation entraîne de nombreux autres problèmes corollaires, comme le risque d'inflation incontrôlée ou la dépendance vis-à-vis de pays détenant une partie de la dette publique (réserves de change en dollars détenues notamment par la Chine). Or, le rôle des dépenses militaires dans l'endettement croissant des Etats-Unis n'est pas négligeable. Mais le militarisme et les opérations extérieures servent aussi à maintenir la puissance économique américaine : au-delà de la question de l'approvisionnement en pétrole et des aides à la recherche-développement par les crédits militaires, c'est le rôle des Etats-Unis comme superpuissance mondiale incontestée qui est en jeu aujourd'hui : la confiance en la suprématie américaine conditionne l'attractivité du territoire pour les investisseurs étrangers et donc l'entrée de capitaux indispensables à la poursuite de la croissance, ainsi que la relative stabilité du dollar. Elle conditionne aussi l'efficacité du *soft power*, c'est-à-dire l'influence diplomatique, utile pour influencer sur les règles et les accords commerciaux internationaux<sup>49</sup>. La théorie française de la régulation fondée par M. Aglietta<sup>50</sup> et R. Boyer<sup>51</sup> dans les années 1970 insiste sur le rôle majeur des institutions et de la politique dans le fonctionnement d'un régime d'accumulation. Dans une perspective régulationniste, la question qui se pose est de savoir si le capitalisme mondial est dans la phase descendante d'un cycle long et si la politique de la puissance dominante, les Etats-Unis, préviendrait toute inversion de tendance, du fait qu'elle empêche de réformer efficacement les institutions internationales et de faire apparaître de nouveaux modes d'organisation économique<sup>52</sup>. Une guerre mondiale pourrait à terme résulter de la crise économique provoquée par l'épuisement du mode de régulation capitaliste, du fait de l'aggravation progressive des tensions internationales. La crise économique actuelle suscite d'ailleurs de nombreuses interrogations quant à la viabilité à terme de déséquilibres structurels colossaux (endettement au Nord, excédents commerciaux dans les pays émergents et certains pays du Sud) et d'une finance mondiale incontrôlable et, de ce fait, de plus en plus vulnérable<sup>53</sup>.

- *La pénurie de ressources naturelles, écueil ultime de la paix capitaliste ?*

La fin de la guerre froide a mis au premier rang des préoccupations géopolitiques les conflits civils. La croissance démographique excessive a souvent été considérée comme un facteur déclencheur ou aggravant des tensions internes à certains territoires, dans une perspective très malthusienne. Les préoccupations environnementales sont ainsi devenues centrales pour l'administration américaine au lendemain de la guerre froide, en ce que les pénuries de ressources sont considérées comme des sources de conflit dans des zones telles que le Rwanda, Haïti, le Chiapas<sup>54</sup>.

Les économistes se sont peu jusqu'alors peu intéressés aux questions environnementales. La théorie libérale a depuis son origine glorifié la production industrielle et la croissance de la productivité, considérant que les guerres motivées par des stratégies de prédation appartenaient au passé. T.R. Malthus à la fin du XVIIIe siècle développe cependant une théorie originale, laquelle prend en compte la question de l'insuffisance des ressources naturelles. Pour ce qui a été retenu de la célèbre théorie « malthusienne » de la guerre, les

---

<sup>49</sup> Fontanel, J., Coulomb, F. (2010), La puissance des Etats et la globalisation, in Fontanel, J. (Ed.), *Economie politique de la sécurité internationale*, La Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris.

<sup>50</sup> Aglietta M. (1976), *Régulation et crises du capitalisme*, Paris, Calmann-Lévy.

<sup>51</sup> Boyer R. (1986), *Théorie de la régulation, une analyse critique*, Paris, La Découverte.

<sup>52</sup> Patomäki H. (2005), "The long downward wave of the world economy and the future of global conflict", *Globalizations*, 2 (1), 61-78.

<sup>53</sup> Galbraith, James (2010), Les implications politiques et sécuritaires de la crise financière, in J. Fontanel (Ed.), *Economie politique de la sécurité internationale*, La Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris.

<sup>54</sup> Wirth Timothy E. (1994), "Sustainable development and national security", address given by the Under Secretary for Global Affairs before the National Press Club in Washington, D.C., on July 12, *U.S. Department of State Dispatch*, 7/25/94, vol 5 issue 30.

conflits entre nations sont engendrés par les excès de population, en même temps qu'ils les régulent, en éliminant un grand nombre d'hommes. Cette conception est cependant incomplète car elle est historiquement datée. Selon Malthus, une telle loi s'applique principalement dans les premiers stades de l'évolution humaine. Dans les sociétés modernes, la guerre est de moins en moins un instrument central dans la régulation de la population. Cependant la guerre et l'insécurité restent favorisées par l'excès de population et la maîtrise démographique est une condition de la paix. La discussion sur les causes de la guerre permet à Malthus de contredire l'optimisme de tous les idéalistes qui voient dans la marche de l'humanité un progrès inéluctable vers la paix dans la prospérité économique. Pour lui, le progrès n'est pas souhaitable à tout prix et le libre-échange n'est pas la panacée à la paix universelle. Il n'en demeure pas moins un partisan inconditionnel de l'économie de marché et de la propriété privée. C'est l'accès des couches inférieures de la population au bien-être économique qui est la clé du bonheur national, puisqu'il permet d'éloigner les motivations de la guerre, les moyens de la faire mais aussi les gouvernements les plus bellicistes. Malthus estime donc que les politiques militaires offensives trouvent souvent leur origine et leur soutien dans les difficultés économiques et la pauvreté, voire le paupérisme. Le pessimisme de l'analyse de Malthus offre un contraste saisissant non seulement avec l'analyse utopique de Godwin, mais aussi avec les prévisions optimistes de Jean-Baptiste Say, quant au potentiel de croissance économique du capitalisme. Alors que celui-ci, par sa loi des débouchés, montrait que le développement de la production ne pourrait rencontrer aucune limite, Malthus est convaincu que la poursuite de la croissance économique sera barrée par la limitation des ressources alimentaires. Alors que Smith insistait sur le caractère essentiel du progrès technique (et de la division du travail) pour la poursuite de la croissance économique, Malthus prévoit que rien ne pourra empêcher l'épuisement progressif des sols, et donc l'avancée inéluctable de la nation vers un état stationnaire.

Cette vision malthusienne a été reprise au début des années 1970 par le Club de Rome dans son rapport « Halte à la croissance ». L'un des représentants contemporains les plus connus de la théorie néomalthusienne du lien entre les conflits et les problèmes démographiques et environnementaux est Thomas F. Homer-Dixon<sup>55</sup>. Selon lui, la pression démographique entraîne une pénurie de ressources naturelles, qui peut générer des conflits civils, du fait des tensions sociales induites qui aggravent les clivages religieux, ethniques ou sociaux. En revanche le lien entre environnement et conflits internationaux n'est pas considéré comme essentiel.

Cette idée selon laquelle la croissance économique mondiale n'est pas soutenable est contestée par ceux qui considèrent que l'humanité peut s'adapter à une pénurie de ressources, grâce aux progrès technologiques<sup>56</sup>. L'idée d'une restriction du rythme de la croissance économique mondiale pour limiter l'épuisement des ressources naturelles est écartée par les institutions internationales telles que le FMI, la Banque mondiale, ou l'OCDE. Ainsi, la notion de développement durable née dans les années 1990 s'est-elle éloignée de celle des années 1970, exprimée dans le rapport « Halte à la croissance » du Club de Rome<sup>57</sup>. La logique de la mondialisation économique et financière pousse à une recherche constante de gains de productivité pour accroître les volumes de production et générer des innovations industrielles permettant de créer de nouveaux marchés. L'idée de la décroissance dans les pays du Nord pour compenser la demande de ressources naturelles liée à la croissance accélérée des pays émergents n'est que rarement reprise, en dépit de la tendance croissante aux pénuries environnementales et aux conflits induits dans les pays en développement<sup>58</sup>. Les

---

<sup>55</sup> Homer-Dixon T.F. (1991), "On the threshold: environmental changes as causes of acute conflict", *International Security* 16.2. Homer-Dixon T.F. (1995), "Environmental scarcities and violent conflict: evidence from cases", *International Security* 19.1.

<sup>56</sup> Gleditsch N.P., Urdal H. (2002), "Ecoviolence? Links between population growth, environmental scarcity and violent conflict in Thomas Homer-Dixon's work", *Journal of International Affairs*, 56, 1.

<sup>57</sup> Paton Joy (2009), "What's left of sustainable development?", *Journal of Australian Political Economy*, 62.

<sup>58</sup> Reveuny Rafael (2002), « Economic growth, environmental scarcity, and conflict », *Global Environmental Politics*, 2 ; 1.

questions de sécurité peuvent sans doute conduire à la guerre, si la pénurie des matières premières et énergétiques venaient à manquer ou à faire l'objet d'enjeux stratégiques forts<sup>59</sup>.

Les guerres et les crises ont ponctué l'histoire du capitalisme depuis son origine ; si les accords internationaux et les institutions internationales ont permis de limiter le risque de guerre dans la période contemporaine, ce risque ne saurait être considéré comme définitivement écarté, surtout en période de crise économique et de bouleversement de la hiérarchie des puissances, comme c'est le cas aujourd'hui. L'histoire a montré que les interdépendances économiques, aussi développées soient-elles, n'étaient pas une garantie de paix mondiale. La guerre ou le risque de guerre questionne le modèle économique en vigueur et signale la nécessité d'adopter de nouvelles normes ou même un nouveau mode de production, pour que le capitalisme puisse une fois de plus surmonter ses contradictions internes.

L'absence de conflit majeur entre pays capitalistes depuis la fin de la seconde guerre mondiale a renforcé l'idée que les guerres étaient progressivement devenues obsolètes avec le développement du capitalisme, du fait notamment de la multiplication des institutions internationales visant à régler pacifiquement les contentieux commerciaux, à éviter les crises économiques majeures et à multiplier les interdépendances économiques et financières entre grandes puissances.

Cependant les guerres n'ont pas disparu avec la diffusion du capitalisme dans le monde et leur déclenchement semble devoir être à l'avenir plus fréquent, étant donné les tensions croissantes sur les ressources naturelles et les bouleversements dans la hiérarchie des puissances économiques, les pays du Sud étant en quelques années devenus des pourvoyeurs de capitaux pour les pays capitalistes les plus anciennement industrialisés dont les déficits et l'endettement sont devenus des écueils majeurs pour la croissance économique.

Ecarter le risque de guerre dans le futur passerait par une réforme profonde du mode de production capitaliste, avec notamment plus de contrôles et de régulations, pour éviter les crises financières ou la surexploitation des ressources naturelles. Cette montée en puissance de l'interventionnisme ne condamnerait pas plus le capitalisme que cela n'avait été dans les années 1930. Le capitalisme n'est en effet pas assimilable au libéralisme, il s'accommode très bien de l'étatisme. La prodigieuse capacité de résistance du capitalisme aux guerres et aux crises économiques montre l'adaptabilité de ce système. Celui-ci n'est fondamentalement ni belligère, ni pacifique, au moins tant que la pénurie ne se généralise pas ou ne menace les pays les plus puissants. Dans un contexte de croissance, ce n'est pas non plus le rôle de l'Etat dans le système capitaliste qui est déterminant à ce niveau, mais plutôt la nature du système politique et sa plus ou moins grande soumission aux groupes de pression favorables à la guerre.

---

## Bibliographie

- Aglietta M. (1976), *Régulation et crises du capitalisme*, Paris, Calmann-Lévy.
- Baran, P, Sweezy, P. (1966), *Le capitalisme monopoliste*, Maspéro, Paris, 1968.
- Barbieri K., Reuveny R. (2005), "Economic globalization and civil war", *The Journal of Politics*, 67 (4), November, pp.1228-1247.
- Boyer R. (1986), *Théorie de la régulation, une analyse critique*, Paris, La Découverte.
- Coulomb F. (1998), "Adam Smith, a defence economist", *Defence and Peace Economics*, 9 (3), pp. 299-316.
- Coulomb F. (2004), *Economic theories of peace and war*, London, New York, Routledge.
- Coulomb, F., Fontanel, J. (2006), Mondialisation, guerre économique et souveraineté nationale, in P. Berthaud & G. Kebabdjian, La question politique en économie internationale, Collection Recherche, La Découverte. Paris.

---

<sup>59</sup> Fontanel, J. (2010), Le concept élargi de la sécurité économique, in J. Fontanel (Ed.), Economie politique de la sécurité internationale, La Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris.

Coulomb, F., Bellais, R. (2008), War and Peace Issues in the History of Economic Thought : Introduction, Defence and Peace Economics, Vol.19, n°5, October

Coulomb, F., Bellais, R. (2008), The Fight of a Citizen Economist for Peace and Prosperity : Keynes and the Issues of International Security, Defence and Peace Economics, Vol 19, n°5, October.

Coulomb, F., Dunne, P. (2008.), Peace, War and in ternational security: Economic Theories, in Fontanel, J., Chatterji, M., War, peace and security, with a Preface of Walter Isard, Emerald Group. United Kingdom.

Coulomb, F., Hartley, K., Intriligator, M. (2008), Pacifism in Economic Analysis : A Historical Perspective, Defence and Peace Economics, Vol 19, n°5, October.

Fontanel, J. (1984), L'économie des armes, La Découverte, Paris.

Fontanel, J. (1995), Les dépenses militaires et le désarmement, Publisud, Paris.

Fontanel, J. (2005), La globalisation en analyse. Géoeconomie et stratégie des acteurs, L'Harmattan, Paris.

Fontanel, J., Chatterji, M. (2008), War, peace and security, with a Preface of Walter Isard, Emerald Group. United Kingdom.

Fontanel, J., Coulomb, F. (2008), The Genesis of Economic Thought Concerning War and Peace, , Defence and Peace Economics, Vol.19, n°5, October.

Fontanel, J., Hebert J-P., Samson, I. (2008), The Birth of the Political Economy or th Economy in the Heart of Politics : Mercantilism, Defence and Peace Economics, Vol.19, n°5, October.

Fontanel, J. (2010), Economie politique de la sécurité internationale, La Librairie des Humanités, L'Harmattan. Paris.

Fontanel, J. (2010), Le concept élargi de la sécurité économique, in J. Fontanel (Ed.), Economie politique de la sécurité internationale, La Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris.

Fontanel, J., Coulomb, F. (2010), La puissance des Etats et la globalisation, in Fontanel, J. (Ed.), Economie politique de la sécurité internationale, La Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris.

Fukuyama F. (1993), *The end of history and the last man*, Penguin, London.

Galbraith, J.K. (Préface, 1984), La paix indésirable ? Rapport sur l'utilité des guerres, Calmann Levy, Paris.

Galbraith, J.K. (1989 [1987]), *L'économie en perspective, une histoire critique*, Le Seuil, Paris. (Titre original : *A history of economics*, Hamish Hamilton, London, 1987).

Galbraith, J.K. (1993), Le pouvoir économique autonome, une vue économique, in Fontanel, J., Economistes de la paix, Presses Universitaires de Grenoble. ECO+, Grenoble.

Galbraith, James (2010), Les implications politiques et sécuritaires de la crise financière, in J. Fontanel (Ed.), Economie politique de la sécurité internationale, La Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris.

Gleditsch C.S., Ward M.D. (2006), « Diffusion and the International Context of Democratization », *International Organization* 60, Fall, 911-933.

Gleditsch N.P., Urdal H. (2002), "Ecoviolence? Links between population growth, environmental scarcity and violent conflict in Thomas Homer-Dixon's work", *Journal of International Affairs*, 56, 1.

R. Hilferding (1910), Le capital financier.

Homer-Dixon T.F. (1991), "On the threshold: environmental changes as causes of acute conflict", *International Security* 16.2.

Homer-Dixon T.F. (1995), "Environmental scarcities and violent conflict: evidence from cases", *International Security* 19.1.

Keynes, J.M. (1939), "Will Rearmament Cure Unemployment?", *The Listener*, 1st June, in: D. Moggridge, ed., *The Collected Writings of John Maynard Keynes*, Volume 21.

Keynes, J.M. (1942), "Inter-Departemental Committee on Reparation and Economic Security", 21 December, in: D. Moggridge, ed., *The Collected Writings of John Maynard Keynes*, Volume 26.

K. Kautsky (1910), *Et maintenant?*, Neue Zeit, 28e année, 2e volume, article reproduit dans Kautsky, Luxemburg, Pannekœk, Socialisme, la voie occidentale, recueil édité par Henri Weber, Presses Universitaires de France, Paris, 1983

- Kondratiev N.D. (1928), *The Major Cycles of the Conjunction*
- Lénine , V.O.(1916), *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Editions Sociales, Paris, 1971.
- Oneal J.R., Russett B.M. (1997), "The Classical liberals were right : democracy, interdependence and conflict", 1950-1985, *International Studies Quarterly*, 41, pp. 267-294.
- Pareto, V. (1897), *Cours d'économie politique*, Tome II, op.cit., pp. 386-387.
- Pareto, V. (1898), *L'Etat actuel de l'Italie*, dans *Libre-échangeisme, protectionnisme et socialisme*.
- Patomäki H. (2005), "The long downward wave of the world economy and the future of global conflict", *Globalizations*, 2 (1), 61-78.
- Paton Joy (2009), "What's left of sustainable development?", *Journal of Australian Political Economy*, 62.
- Pigou A.C. (1921), *The political economy of war*, London, Macmillan.
- Reveuny Rafael (2002), « Economic growth, environmental scarcity, and conflict », *Global Environmental Politics*, 2 ; 1.
- Richard, T. (2010), *Démocratie, économie de marché et paix*, in Fontanel, J. (Ed.), *Economie politique de la sécurité internationale*, L'Harmattan, La Librairie des Universités, Paris.
- Ruttan V.W. (2006), *Is war necessary for economic growth ? Military procurement and technology development*, New York, Oxford University Press.
- Say J.B. (1803), *Traité d'économie politique* *Traité d'économie politique ou simple exposition de la manière dont se forment, se distribuent et se composent les richesses*, Ire éd., Crapelet.
- Silberner, E. (1957), *La guerre et la paix dans les doctrines économiques*, Ed. Sirey, Paris.
- Smith, A. (1776), Smith, Adam (1977) [1776]. *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations*. University Of Chicago Press. ISBN 0226763749.
- Stiglitz J., Bilmes L. (2008), "The three trillion dollar war", *The Times*, February 23.
- Veblen T. (1964 [1915]), *Imperial Germany and the industrial revolution*, Augustus M. Kelley, New York.
- Wirth Timothy E. (1994), "Sustainable development and national security", address given by the Under Secretary for Global Affairs before the National Press Club in Washington, D.C., on July 12, *U.S. Department of State Dispatch*, 7/25/94, vol 5 issue 30.